

1987, chapitre 134

**LOI CONCERNANT LE COMITÉ
D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
D'ARGENTEUIL-DEUX-MONTAGNES**

Projet de loi 262

présenté par Madame Yolande D. Legault, député de Deux-Montagnes

Présenté le 5 juin 1987

Principe adopté le 23 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: le 23 juin 1987

Loi modifiée: Aucune



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 134

Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil — Deux-Montagnes

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

Préambule

ATTENDU QUE la ville de Lachute, la corporation du village de Carillon, la corporation du village de Saint-André Est, la corporation du canton de Chatham, la corporation de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, la corporation du village de Saint-Placide, la corporation de la paroisse de Saint-Placide et la corporation du village de Brownsburg, membres du Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil—Deux-Montagnes, désirent faire déclarer valides et incontestables leurs résolutions, règlements, contrats, engagements et actes ainsi que ceux du comité;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Entente
intermuni-
cipale déclai-
rée valide

1. L'entente intermunicipale à laquelle réfère le règlement numéro 129 de la ville de Lachute, adopté le 10 février 1975, relativement à l'organisation, l'usage et l'exploitation en commun d'un système pour l'élimination des déchets solides et ayant pour objet la création du Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil—Deux-Montagnes lie la ville de Lachute et la corporation du village de Carillon, la corporation du village de Saint-André Est, la corporation du canton de Chatham, la corporation de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, la corporation du village de Saint-Placide, la corporation de la paroisse de Saint-Placide et la corporation du village de Brownsburg, et est déclarée valide et incontestable.

Contrat
validé

2. Le contrat intervenu entre Léo Jean Plouffe et la ville de Lachute, le 4 octobre 1971, devant Me Noël Campeau, notaire, enregistré sous le numéro 140284 à la division d'enregistrement d'Argenteuil, est déclaré valide et incontestable.

Contrat
validé

3. Le contrat intervenu entre la ville de Lachute et la corporation du village de Brownsburg, la corporation du village de Carillon, la corporation du village de Saint-André Est, la corporation du canton de Chatham, la corporation du village de Saint-Placide, la corporation de la paroisse de Saint-Placide et la corporation de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, le 23 juin 1976, devant Me Noël Campeau, notaire, enregistré sous le numéro 164828, à la division d'enregistrement d'Argenteuil, est déclaré valide et incontestable.

Actes régu-
larisés

4. Aucune illégalité ou irrégularité pouvant résulter du fait pour le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil—Deux-Montagnes et pour les municipalités en faisant partie d'avoir opéré un système pour l'élimination des déchets solides en dehors de leur territoire respectif ne peut être opposée au comité ou aux municipalités en faisant partie, et les résolutions, règlements, contrats, engagements et actes adoptés ou exécutés en ce sens par le comité ou les municipalités ne peuvent être invalidés pour ce motif et pour le motif que l'entente intermunicipale visée à l'article 1 et les contrats visés aux articles 2 et 3 étaient illégaux.

Régie inter-
municipale

5. La ville et les corporations municipales visées à l'article 1 doivent, au moyen d'une entente autorisée par règlement et assujettie aux dispositions de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) régissant les ententes intermunicipales, demander au ministre des Affaires municipales de continuer l'existence du comité visé à l'article 1 en régie intermunicipale, en vertu de cette loi.

Approbation
de l'entente

Le ministre peut approuver cette entente et décréter la continuation du comité en régie intermunicipale en vertu de la Loi sur les cités et villes. Toutefois, le premier alinéa de l'article 468.11 de cette loi ne s'applique pas.

Ministre de
l'environne-
ment

Cette entente requiert également l'approbation du ministre de l'Environnement.

Droits conti-
nués

Les droits, obligations et actes du comité ne sont pas affectés par la continuation.

Décret
tenant lieu
de l'entente

Si le ministre des Affaires municipales n'a pas reçu le 31 décembre 1988 l'entente visée au premier alinéa, il peut décréter la continuation du comité en régie intermunicipale. Le décret tient lieu de l'entente

et les premier, deuxième et quatrième alinéas s'appliquent à cette fin, compte tenu des adaptations nécessaires. Toutefois, ce décret doit être publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée. Une modification à ce décret est soumise aux formalités prévues par les articles 468 et 468.1 de la Loi sur les cités et villes et à l'approbation du ministre de l'Environnement.

Possession
du lots à
l'extérieur
du territoire

6. Dans la poursuite de leurs objets constitutifs, le comité ou la régie intermunicipale créée en vertu de la présente loi peut posséder et exploiter, à l'extérieur du territoire des municipalités en faisant partie, les lots 7, 8 et 9 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérusalem, division d'enregistrement d'Argenteuil, ville de Mirabel.

Aliénation à
titre oné-
reux

7. Malgré la Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4), le comité ou la régie créée en vertu de la présente loi peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, aliéner à titre onéreux l'immeuble et les équipements servant à l'élimination des déchets solides.

Cause pen-
dante

8. La présente loi n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 15 octobre 1986.

Entrée en
vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.